

Le 6 juillet 2001

Le nouveau ministre italien des activités productives invite les entrepreneurs PME à discuter croissance des entreprises

Bruxelles / Rome. – Sous l'égide de l'UNICE, la confédération européenne des milieux d'affaires, les petites et moyennes entreprises (PME) de neuf États membres de l'Union ont discuté de leur vision des conditions de croissance en Europe avec le ministre italien des activités productives, M. Antonio Marzano, récemment nommé. À la tête d'un nouveau ministère, conjuguant les portefeuilles de l'industrie et du commerce extérieur, M. Marzano défendra la cause des PME dans le nouveau gouvernement italien. *"Nous devons favoriser l'esprit d'entreprise et donner aux entrepreneurs la liberté de décider de la croissance de leur entreprise"*, at-il déclaré lors d'un déjeuner de travail informel, mardi dernier, avec des délégués de l'UNICE. Rappelant la situation de l'Italie, où les PME forment la grande majorité des entreprises, M. Marzano s'est penché sur les causes profondes de la tendance vers de petites entreprises. Il en voit deux: soit les entreprises comptant moins de salariés sont mieux adaptées à la situation économique en Italie, soit les entreprises ne peuvent se développer davantage du fait des exigences juridiques excessives qui les dissuadent de croître.

M. Francesco Bellotti, Président du groupe "PME" de l'UNICE et Vice-président de la Confindustria (la confédération italienne de l'industrie et des employeurs), partage l'avis du ministre, qui répond aux efforts de l'UNICE pour améliorer l'environnement des PME en Europe. Lors d'une récente conférence à haut niveau organisée à Bruxelles en présence de nombreux eurodéputés, l'UNICE a d'ailleurs demandé aux décideurs *"que les choses soient simples"* pour les PME. M. Marzano a répondu à la délégation de l'UNICE que *"les entreprises resteront petites si c'est là leur taille optimale, mais elles doivent avoir la possibilité de se développer si elles le souhaitent"*. Une bureaucratie excessive, s'inquiète-t-il, pourrait empêcher les PME de croître à leur propre rythme. M. Marzano s'est dit acquis à la suppression des obstacles juridiques décourageant la croissance, un engagement salué par les entrepreneurs de l'UNICE. Ces derniers ont rappelé que la fiscalité favorise souvent les grandes entreprises, qui peuvent s'offrir de quoi satisfaire à leurs obligations administratives, voire bureaucratiques, ce qui n'est pas le cas des PME.

Les entrepreneurs de l'UNICE ont insisté également sur l'importance des PME pour la promotion de l'innovation dans l'économie. M. Marzano a réagi en annonçant, pour juillet, une nouvelle initiative visant à redynamiser l'économie: il proposera d'accorder aux inventeurs du secteur public, comme les universités ou les centres publics de recherche, la propriété de leurs inventions – et un pourcentage notable des redevances qui en découlent. Ceci, espère-t-il, amènera davantage d'inventions sur le marché, pour finalement donner un élan considérable à la productivité. L'UNICE s'est félicitée de la possibilité ainsi donnée aux universités et instituts de recherche de collaborer avec les entreprises à la commercialisation d'idées nouvelles.

Note à l'éditeur

L'UNICE est le porte-parole officiel de plus de 16 millions de petites, moyennes et grandes entreprises en Europe, qui emploient plus de 106 millions de personnes. Présente sur la scène européenne depuis 1958, l'UNICE compte aujourd'hui 33 membres, fédérations nationales de l'industrie et des employeurs de 26 pays, dont la mission première est l'amélioration de la croissance et de la compétitivité en Europe.

Pour plus de détails sur les initiatives de l'UNICE en faveur des PME, consultez le site de l'organisation, à l'adresse: www.unice.org. Y figure notamment le procès-verbal complet de la conférence pour les PME, "Make it simple!", tenue le 29 mai.